



2XNON à des initiatives qui nuiraient fortement au secteur laitier en Suisse

Les 2 initiatives soumises au peuple le 13 juin prochain dont nous parlons aujourd’hui ciblent clairement l’agriculture comme étant à l’origine de tous les maux, particulièrement en matière de qualité de l’eau, ce qui est totalement faux.

La consommation et l’usage de produits synthétiques tels que médicaments, cosmétiques, détergents, lubrifiants, pneus, laques, peintures, additifs de tous genres est énorme en Suisse. Selon un rapport du Conseil fédéral, publié le 16 juin 2017, il coule en une année dans le Rhin (qui récolte à lui seul les eaux de 2/3 de la surface du pays)

20 t de résidus médicamenteux,

65 t de produits chimiques industriels et ménagers,

20 t d’additifs alimentaires artificiels

et « seulement » 1 t de produits phytosanitaires utilisés dans l’agriculture.

Et franchement c’est un peu abasourdi et avec passablement d’incompréhension que je me vois, aujourd’hui, devoir défendre, avec mes collègues, devant la presse, la production agricole et alimentaire suisse présentée par certain comme si polluante et si malfaisante.

La Suisse est mondialement connue et reconnue pour ses traditions laitières fortes, le professionnalisme de ses éleveurs et pour la qualité de ses fromages comme la Tête-de Moine et le Gruyère qui sont produits dans la région.

L’acceptation de ces 2 initiatives induirait une hausse des coûts de production du secteur laitier. Cette hausse des coûts serait très négative et difficile à supporter pour les producteurs de lait et de fromage, tant en Suisse que sur les marchés étrangers, car le marché du lait, partiellement libéralisé est actuellement mis sous forte pression par la concurrence étrangère.

Si l’initiative « pour une eau potable propre » était acceptée, les exploitations laitières ne pourraient plus nourrir leurs vaches avec du fourrage acheté dans d’autres exploitations mais uniquement avec le fourrage qu’elles produisent elles-mêmes.

Les producteurs de lait achètent des céréales ou tourteaux de colza pour équilibrer la ration alimentaire de leurs vaches. Ils ne le pourraient plus et leurs animaux ne seraient plus tous alimentés de manière équilibrée, ce qui poserait clairement des problèmes de santé animale !

Le fait de ne plus pouvoir acheter du foin à son voisin est une tracasserie totalement exagérée. On peut se poser la question suivante : Des animaux devrait-ils être abattus en période de sécheresse prolongée étant donné que leur propriétaire n’aurait plus la possibilité d’acheter de fourrage ? Un non-sens total.

En interdisant l’achat de fourrage, on assistera à une réduction des effectifs laitiers et, partant, à une diminution de la production de lait, de fromage et de beurre et de yaourt. La Suisse, pays du lait par excellence doit déjà importer du beurre à l’heure actuelle au grand dam de la population, il faut être clair, cette tendance serait encore renforcée.

La production indigène diminuerait, les prix aux consommateurs augmenteraient, on assisterait à une augmentation du tourisme d’achat et par conséquent augmentation également de la dépendance envers l’étranger.

Les coûts de production du fromage suisse exploseraient, ce qui profiterait grandement aux importations et nuirait aux exportations.



L'acceptation de l'**initiative « pour une suisse libre de pesticides »** impliquerait une interdiction de certains désinfectants et produits de nettoyage qui sont actuellement utilisés dans la branche, y compris en bio. La branche fromagère s'est engagée à produire du fromage naturel, sans additifs synthétiques. Pour que cet engagement puisse être tenu, il faut que les producteurs et les transformateurs de lait garantissent une hygiène stricte. Cette hygiène serait compromise par l'interdiction de ces produits de nettoyage. **Cela causerait certainement de graves problèmes bactériologiques dus à des salmonelles, streptocoques et autres microorganismes et porterait atteinte à la qualité du fromage suisse, à la santé des consommateurs et à l'image du fromage helvétique, dans le pays et à l'étranger.** Il est également nécessaire de pouvoir continuer à garantir une bonne hygiène lors de la production et de la conservation du fromage et des produits laitiers afin d'éviter de mauvaises fermentations, une mauvaise conservation et finalement un gaspillage alimentaire qui serait automatiquement accentué.

À l'heure où nous vivons une crise sanitaire mondiale et utilisons du désinfectant pour nos mains plusieurs fois par jour pour se prémunir d'un virus, ce n'est à mon avis de loin pas le moment adéquat d'interdire des produits de nettoyage et de mettre en péril toute la production et la transformation laitière en Suisse.

Ces initiatives sont une réelle menace pour nos exploitations jurassiennes, bio et PER, et j'appelle donc à rejeter ces 2 objets dans les urnes le 13 juin prochain.

Boris Beuret, agriculteur bio, président de MIBA